

**Point de presse de la porte-parole -
ONU/Liban/Entretien de M.
Jean-Yves Le Drian -
Espagne/Déplacement de M.
Jean-Yves Le Drian -
Israël/Territoires palestiniens -
Togo/Violences - Conférence sur les
défis du recouvrement des avoirs -
Égypte - Syrie/Armes chimiques -
Israël/Iran - Syrie/Irak - Turquie**
(Paris, 19 octobre 2017)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - ONU - Liban - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a reçu, le 18 octobre 2017, Mme Sigrid Kaag, coordinatrice spéciale des Nations unies pour le Liban, à laquelle il a exprimé tout son soutien et qu'il a remerciée pour la manière dont elle conduit sa mission au Liban.

M. Le Drian a rappelé à son interlocutrice son attachement à la stabilité et à la sécurité du Liban face aux défis auxquels il était confronté, et souligné la contribution de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) à cette fin.

Le ministre a également fait le point sur les initiatives annoncées par le président de la République à l'occasion de la visite d'État du président Michel Aoun en France et marqué le souhait d'y travailler étroitement avec les Nations unies, ainsi qu'avec les autres partenaires de la France. Le ministre et la coordinatrice spéciale sont convenus de l'importance de renforcer l'État libanais.

2 - Espagne - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian (20 octobre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, effectuera le 20 octobre un déplacement à Madrid.

Le ministre aura une réunion de travail avec son homologue, M. Alfonso Dastis. Les ministres évoqueront l'agenda bilatéral des prochains mois, dominé par la préparation du sommet

franco-espagnol qui se tiendra en France en 2018. La relation franco-espagnole se caractérise par une proximité et une confiance exceptionnelles et de nombreuses coopérations structurantes, comme dans le domaine des infrastructures énergétiques et des transports. En matière de sécurité, notre relation exemplaire s'est encore renforcée à la suite des attentats de Barcelone et de Cambrils. Nos échanges commerciaux s'élèvent à plus de 60 milliards d'euros et notre pays est le premier partenaire économique de l'Espagne.

Les ministres aborderont également les principales questions d'actualité européenne et internationale. L'Espagne partage la plupart des priorités fixées par le président de la République dans son discours de la Sorbonne, qu'il s'agisse de l'avenir de l'Union économique et monétaire, de l'Europe de la défense, de la sécurité intérieure ou des questions migratoires. S'agissant des dossiers internationaux, M. Jean-Yves Le Drian saluera l'engagement espagnol au Sahel et évoquera la préparation du prochain sommet Union européenne-Union africaine. Il fera le point avec son interlocuteur sur le conflit syrien, dans la perspective de l'après-Daech et de la recherche d'une solution politique, ainsi que sur la situation en Libye. Enfin, les ministres évoqueront la mise en oeuvre de la déclaration conjointe «relever le défi de la migration et de l'asile» adoptée à l'issue du sommet sur les migrations du 28 août. Celui-ci a réuni à Paris les chefs d'État et de gouvernement français, allemand, italien et espagnol et la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, ainsi que les représentants nigérien, tchadien et libyen, afin d'accroître la coopération entre pays de transit et pays de destination.

S'agissant de la situation en Catalogne, M. Jean-Yves Le Drian rappellera l'attachement de la France à une Espagne forte et unie, ainsi que l'importance du respect du cadre constitutionnel espagnol.

Le ministre visitera aussi le lycée français Saint-Exupéry de Madrid. À cette occasion, ainsi que lors d'une rencontre avec la communauté française à la résidence de France, le ministre soulignera les efforts en faveur de la sécurité des Français à l'étranger, une priorité budgétaire. Avec plusieurs chefs d'établissements français en Espagne, il fera le point sur les mesures prises pour renforcer la sécurité des établissements scolaires français à l'étranger. Il échangera aussi avec les élèves du lycée Saint-Exupéry qui accueille plus de 4.000 élèves. C'est le plus important établissement du réseau très dense des lycées français d'Espagne, outil essentiel d'influence et de coopération éducative (21.600 élèves pour 22 établissements).

3 - Israël - Territoires palestiniens

La France condamne les décisions récentes des autorités israéliennes qui visent à permettre la construction de plusieurs milliers de logements (3.000 au 18 octobre) dans des colonies en Cisjordanie, y compris pour la première fois depuis 2002 au coeur d'Hébron. La poursuite ininterrompue de la politique de colonisation, confirmée par ces nouveaux projets, ne fait qu'attiser les tensions sur le terrain et compromet les perspectives d'une paix juste et durable fondée sur la solution des deux États. À cet égard, les travaux en cours à Givat Hamatos et les annonces de nouveaux projets dans le secteur E1 sont particulièrement préoccupants.

La colonisation, comme l'a rappelé la résolution 2334 du Conseil de sécurité des Nations unies, est illégale au regard du droit international. La poursuite de la colonisation a atteint un

niveau sans précédent depuis le début de l'année : l'avancement de projets de colonisation a triplé entre 2016 et 2017. Cela envoie un signal très négatif qui ne peut que nuire à la confiance nécessaire entre les parties, comme l'a rappelé le président de la République en juillet dernier.

La France appelle les autorités israéliennes à revenir sur cette décision et à respecter leurs obligations internationales.

4 - Togo - Violences (18 octobre 2017)

La France suit avec préoccupation la situation au Togo.

Nous condamnons fermement les violences récentes qui ont fait plusieurs victimes, notamment à Lomé et Sokodé.

Nous appelons les parties à l'apaisement et à entamer un dialogue.

5 - Conférence sur les défis du recouvrement des avoirs (Paris, 20 octobre 2017)

La France et le Sénégal organisent à Paris, le 20 octobre, une conférence pour renforcer la coopération entre la Cour pénale internationale (CPI) et les États parties, relative au recouvrement des avoirs. M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera à cette conférence avec Mme Nicole Belloubet, garde des Sceaux. M. Ismaïla Madior Fall, ministre de la justice, et M. Sidiki Kaba, ministre des affaires étrangères et président de l'assemblée des États parties représenteront le Sénégal. Quarante-huit États parties seront présents.

La qualité de la coopération des États, notamment pour identifier les patrimoines des criminels, les saisir et les confisquer, est décisive pour lutter efficacement contre l'impunité et permettre à la Cour pénale internationale de remplir sa mission. A l'instar des actions menées dans la lutte contre le terrorisme et les organisations criminelles, la traçabilité et l'identification des avoirs et des flux financiers sont déterminants pour le succès des enquêtes. C'est la raison pour laquelle la France et le Sénégal ont proposé d'organiser cette conférence, dans le cadre de leur mandat de facilitateurs du groupe de travail sur la coopération entre la Cour pénale internationale et les États parties.

À l'issue de cette réunion, les États parties seront invités à approuver une déclaration renforçant les moyens de coopération avec la Cour. Ce texte sera examiné à New York lors de la prochaine assemblée des États parties.

6 - Égypte

Q - Pouvez-vous nous fournir les derniers chiffres disponibles sur la relation économique et commerciale entre la France et l'Égypte ?

R - La France était le sixième investisseur en Égypte en 2016, avec un stock d'IDE estimé à 3,5 Mds Euros, son septième fournisseur, et son 13ème client. La France reçoit 2,1% des exportations égyptiennes.

Nos échanges bilatéraux ont augmenté les huit premiers mois de 2017, avec une hausse de nos exportations (+9,2% à 1,1 MdEuros) et de nos importations (+21% à 401,4 MEuros). L'Égypte est aujourd'hui notre dixième excédent commercial mondial.

Plus de 160 entreprises françaises sont implantées en Égypte et emploient près de 30.000 personnes dans des secteurs très variés : industrie, agro-industrie, équipements électriques, pharmacie, distribution, hydrocarbures, tourisme.

7 - Syrie - Armes chimiques

Q - Comment analysez-vous les commentaires russes qui remettent en question le travail et l'avenir de l'enquête conjointe de l'OAIC sur l'utilisation des armes chimiques en Syrie ?

R - Nous regrettons que la Russie remette en cause la qualité des travaux menés par les mécanismes d'enquête sur l'emploi d'armes chimiques en Syrie depuis que ceux-ci ont conclu à la responsabilité des forces armées et de sécurité syriennes.

Nous ne pouvons accepter que la crédibilité et l'indépendance de ces mécanismes soit contestées au motif que leurs conclusions ne conviennent pas à la Russie. Ceci nuit au consensus international qu'il est de notre responsabilité de bâtir pour mettre fin à l'emploi de ces armes en Syrie.

L'équipe d'enquêteurs de l'organisation des armes chimiques - la mission d'établissement des faits (FFM) -, est en mesure de confirmer le recours à du gaz sarin sans se rendre sur le terrain où peu d'éléments d'information seraient encore disponibles sept mois après l'attaque et où les conditions de sécurité ne lui permettraient pas de travailler.

Le mécanisme d'enquête du JIM («Mécanisme d'enquête conjoint») a conclu dans ses rapports d'août et octobre 2016 à la responsabilité des forces armées et de sécurité syriennes dans trois cas de recours au chlore, et à celle de Daech dans un cas. La méthodologie de l'enquête menée est indiscutable. Le conseil de sécurité doit renouveler le mandat de ce mécanisme qui arrive à échéance en novembre.

La France a présenté son évaluation de l'attaque au gaz sarin intervenue à Khan Cheïkhoun le 4 avril 2017 et démontré sans aucun doute possible la responsabilité de l'armée syrienne.

192 États ont renoncé à l'usage des armes chimiques. La Syrie s'y est engagée aussi en 2013. Il est de la responsabilité des États parties, y compris la Russie, de protéger la convention d'interdiction des armes chimiques et de s'engager pour n'accepter aucune impunité.

8 - Israël - Iran

Q - Comment réagissez-vous aux déclarations hier du chef militaire iranien Mohammad Baqeri qui a menacé Israël pendant une visite à Damas ?

R - Le soutien de la France à la sécurité d'Israël est constant, indéfectible et inconditionnel. Il a notamment été rappelé par le président de la République lors de sa rencontre avec le Premier ministre israélien, à Paris, le 16 juillet.

9 - Syrie - Irak

Q - Vous avez déclaré hier que la France a débloqué des fonds supplémentaires pour l'aide humanitaire et la stabilisation des territoires libérés de Daech. Combien a été débloqué, qui a reçu ces fonds et qui gère l'utilisation de ces fonds sur place ?

R - Nous reviendrons prochainement vers vous sur ce sujet.

10 - Turquie

Q - Quelle est votre réaction au placement en garde à vue de M. Osman Kavala ?

R - La France est préoccupée par le placement en garde à vue de M. Osman Kavala, une des figures les plus importantes et les plus respectées de la scène culturelle et de la société civile turques.

La France, comme d'autres pays européens, coopère régulièrement avec M. Kavala, qui est un interlocuteur régulier de notre ambassade, et sera très attentive aux développements de cette affaire.

Le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, en particulier la liberté d'expression, dans le cadre de l'État de droit, est indispensable à l'exercice de la démocratie. Il constitue le socle essentiel des engagements européens et internationaux de la Turquie./.